



CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

CINQUANTE ET UNIÈME SESSION

DOCUMENTS OFFICIELS

Vendredi 30 juillet 1971

à 10 h 20

PALAIS DES NATIONS, GENÈVE

SOMMAIRE

Page

Points 17, 10 b et 3 a de l'ordre du jour :

Mesures visant à améliorer l'organisation des travaux du Conseil (*suite*)

Questions relatives à la science et à la technique

b) Arrangements institutionnels futurs concernant la science et la technique (*suite*)

Deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement : examen et évaluation des objectifs et des politiques de la Stratégie internationale du développement

a) Système d'évaluation générale des progrès réalisés dans la mise en œuvre de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement : rapport du Comité économique (*suite*) 231

Président : M. DRISS (Tunisie)

POINTS 17, 10 b ET 3 a DE L'ORDRE DU JOUR

Mesures visant à améliorer l'organisation des travaux du Conseil (*suite*) [E/4986 et Add. 1 à 9, E/L.1382, E/L.1408/Rev.2, E/L.1422, E/L.1431, E/L.1435, E/L.1451 (partie A), E/L.1458]

Questions relatives à la science et à la technique

b) Arrangements institutionnels futurs concernant la science et la technique (*suite*) [E/4954, E/4989, chap. VII; E/5012 (première partie), chap. I, sect. B; E/L.1400, E/L.1420 et Add.1, E/L.1451 (partie B) et E/L.1451/Add.1, E/L.1458, E/L.1459]

Deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement : examen et évaluation des objectifs et des politiques de la Stratégie internationale du développement

a) Système d'évaluation générale des progrès réalisés dans la mise en œuvre de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement : rapport du Comité économique (*suite*) [E/5029, annexe; E/5059, E/L.1451 (partie C) et E/L.1451/Add.1, E/L.1454 à 1458]

1. M. WIELAND ALZAMORA (Pérou) fait savoir que la délégation péruvienne souscrit sans réserve au projet de résolution de la Grèce (E/L.1458), dont l'auteur, à la séance précédente, a prouvé l'esprit constructif et conciliateur.

2. Sans doute, la proposition globale des quinze pays (E/L.1451), qui vise tout ensemble la question de l'augmen-

tation du nombre des membres du Conseil, les arrangements institutionnels futurs concernant la science et la technique et le mécanisme d'examen et d'évaluation applicable à la deuxième Décennie du développement, présente-t-elle des avantages indéniables, mais sa portée est telle qu'il faut donner à tous les Etats Membres de l'ONU, et notamment à tous les pays en voie de développement, la possibilité de l'étudier à fond. Le Conseil se doit d'agir dans l'intérêt des pays pour qui la proposition aura l'effet le plus sensible. Or, à la réunion du Groupe des Soixante-Dix-Sept, qui se tiendra à Lima, et à la troisième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, à Santiago, les pays en voie de développement vont avoir l'occasion d'apprécier, à l'échelon ministériel, les propositions contenues dans les parties B et C du projet de résolution E/L.1451 et pourront arrêter en connaissance de cause, après avoir disposé du temps voulu pour mener les négociations indispensables, une position commune favorisant véritablement la coopération internationale. Le Conseil ne doit donc pas, sur des questions aussi vitales que celles qui font l'objet des parties B et C du projet de résolution, adopter précipitamment des décisions qu'il ne faudrait prendre qu'une fois connus les résultats des réunions de Lima et de Santiago.

3. Quant à la question de l'augmentation du nombre des membres du Conseil, qui fait l'objet de la partie A du projet de résolution E/L.1451, le représentant du Pérou fait observer qu'elle n'intéresse pas que les seuls pays en voie de développement, et que certains pays développés, également intéressés à la question, n'ont pas encore arrêté définitivement leur position à ce sujet. Mettre ce texte aux voix dès à présent exclurait donc la possibilité de parvenir, sur cette question capitale, à un consensus.

4. Les pays latino-américains membres du Groupe des Soixante-Dix-Sept présents à Genève ont arrêté récemment leur position commune en matière de politique internationale, qui répond d'ailleurs aux intérêts des autres pays du tiers monde, et ils ont demandé au représentant du Pérou de faire savoir au Conseil qu'ils seraient tous favorables à la solution préconisée par la Grèce dans son projet de résolution (E/L.1458). M. Wieland Alzamora demande que, lorsque ce projet sera mis aux voix, le scrutin ait lieu par appel nominal.

5. M. SCOTT (Nouvelle-Zélande) tient à rendre hommage au représentant du Soudan pour avoir clairement fait comprendre, en présentant à la 1795e séance le projet de résolution des quinze pays (E/L.1451), pour quelles raisons il y avait lieu de grouper dans une proposition globale les points 17, 10 b et 3 a de l'ordre du jour.

6. Pour sa part, la Nouvelle-Zélande souhaite avant tout voir rétablir la dignité et l'efficacité du Conseil. Peut-être le

vœu est-il téméraire et n'est-il pas partagé par tous, mais la Nouvelle-Zélande est, quant à elle, disposée à se rallier à toutes mesures de nature à favoriser l'obtention de ce résultat.

7. Sans doute n'est-il pas facile d'apprécier dès à présent toute la portée de la proposition globale et la délégation néo-zélandaise garde des doutes à son sujet, mais, en tout état de cause, il y avait bel et bien lieu, à son avis, de grouper les points 17, 10 b et 3 a.

8. La première mesure importante préconisée dans le projet de résolution E/L.1451 est celle qui fait l'objet de la partie A; elle consiste à prier l'Assemblée générale d'étudier la possibilité de porter à cinquante-quatre le nombre des membres du Conseil. Ce n'est pas exactement ce que dit le paragraphe 1 du dispositif de la partie A, et il eût peut-être mieux valu énoncer cette recommandation d'une façon moins péremptoire. M. Scott est néanmoins convaincu que l'Assemblée générale, comme c'est le cas toutes les fois qu'elle est saisie d'une recommandation de ce genre, lui accordera toute l'attention qu'elle mérite et appréciera dûment s'il convient de retenir le chiffre de cinquante-quatre membres ou, le cas échéant, un chiffre inférieur.

9. La deuxième grande mesure, proposée dans la partie B du projet, consiste à créer un comité permanent pour l'application de la science et de la technique au développement. Certains membres du Conseil ne sont pas sûrs de ce que serait exactement le mandat de ce comité et leurs incertitudes ne sont pas sans fondement. Mais il est manifeste que la nécessité s'impose d'un mécanisme qui lierait entre elles les multiples activités entreprises actuellement pour l'application de la science et de la technique au développement, et il est non moins manifeste que cette tâche de coordination est de la compétence du Conseil. La délégation néo-zélandaise appuie donc l'idée de la création d'un comité intergouvernemental permanent qui bénéficierait des avis et des instructions d'experts de très haut niveau appartenant au Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement.

10. La troisième grande décision, proposée dans la partie C du projet, vise le mécanisme d'examen et d'évaluation des progrès réalisés dans la mise en œuvre de la Stratégie du développement pour la deuxième Décennie. Il appartient indéniablement à l'Assemblée générale de jouer le rôle qui lui est imparti à cet égard, conformément à la Charte, et qui consiste essentiellement, selon les décisions qu'elle a prises dans sa résolution 2641 (XXV), à attribuer à chaque organe doté d'une certaine compétence en la matière des fonctions précises. Le Conseil, pour sa part, investi par définition d'un rôle de coordonnateur, devra en particulier s'acquitter des obligations que lui impose le paragraphe 83 de la Stratégie internationale du développement adoptée par l'Assemblée générale et annexée à sa résolution 2626 (XXV); la création d'un comité du Conseil, telle qu'elle est prévue au paragraphe 1 du dispositif de la partie C du projet, est parfaitement conforme aux principes retenus par l'Assemblée générale. Si celle-ci se prononçait pour une autre formule d'évaluation, le Conseil devrait revenir sur certains éléments de sa décision. Il serait évidemment regrettable que la création de ce comité du Conseil aboutisse à des chevauche-

ments d'activités, mais si c'est le Conseil qui est le premier à créer un organisme d'examen et d'évaluation, il ne pourra pas porter la responsabilité de ces doubles emplois.

11. L'énoncé du paragraphe 1 du dispositif de la partie C manque d'élégance. Mais la délégation néo-zélandaise sait que cette disposition représente un compromis qu'il a été extrêmement délicat de réaliser, et les membres du Conseil savent tous comment interpréter cette disposition sous la forme qu'elle revêt. Dans le même esprit de conciliation, la délégation néo-zélandaise se rallie sans peine au paragraphe 4 du dispositif de la partie C.

12. En somme, la délégation néo-zélandaise n'éprouvera pas de difficulté à voter pour les parties B et C du projet de résolution E/L.1451, dont les dispositions lui paraissent de nature à rendre confiance dans l'efficacité du Conseil. En revanche, la partie A, en d'autres circonstances, n'aurait pas eu l'appui de la délégation néo-zélandaise car, à elle seule, l'augmentation du nombre des membres du Conseil ne saurait véritablement améliorer l'organisation des travaux de celui-ci. Toutefois, la délégation néo-zélandaise se rend compte qu'il serait impossible au Conseil de regagner la confiance de certains pays s'il ne devient pas plus représentatif.

13. La délégation néo-zélandaise voit donc, dans la proposition globale, des éléments qu'elle approuve et d'autres qu'elle n'approuve pas, mais si l'accord était unanime au Conseil sur tous les éléments de la proposition, celle-ci n'aurait pas de raison d'être. Elle paraît témoigner du degré maximal d'entente pouvant être réalisé à ce stade. Que l'on retarde l'adoption d'une décision sur cette proposition ou qu'on essaie de l'amender sensiblement et, de l'avis de la délégation néo-zélandaise, le Conseil aura manqué l'occasion de retrouver le crédit qui lui fait actuellement tellement défaut. Alors que le monde est en proie à une évolution extrêmement rapide sur le plan scientifique et technique, la Charte des Nations Unies doit pouvoir prouver sa souplesse, et une décision du Conseil dans le sens du projet de résolution E/L.1451 répondrait bien à cette nécessité.

14. C'est pourquoi la délégation néo-zélandaise, non seulement appuie le projet qui fait l'objet du document E/L.1451, mais demande aux coauteurs de faire figurer la Nouvelle-Zélande parmi eux.

15. A la séance précédente, le représentant de Ceylan a rappelé aux membres du Conseil qu'il leur fallait protéger les intérêts de tous les Etats Membres de l'ONU. Aucun des membres du Conseil ne peut savoir avec certitude quelle serait en l'occurrence l'attitude de tel ou tel Etat non membre du Conseil, mais il va sans dire que le Conseil prend les décisions qu'il estime devoir servir les intérêts de tous. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a été chargé par l'observateur du Canada de faire savoir au Conseil que le Canada appuie les mesures préconisées dans le projet de résolution E/L.1451.

16. A la 1796^e séance, le représentant de la Grèce, en présentant son projet de résolution (E/L.1458), a fait valoir qu'il serait sans doute possible, dans un délai supplémentaire de deux à trois mois, d'obtenir l'adhésion d'un beaucoup plus grand nombre d'Etats Membres aux mesures

préconisées dans la proposition globale, et notamment celle des membres permanents du Conseil de sécurité, dont l'accord est indispensable pour une révision de la Charte. Le représentant de la Nouvelle-Zélande, qui ferait volontiers siens un bon nombre des arguments avancés par le représentant de la Grèce, n'approuve toutefois pas sa conclusion tendant à reporter à plus tard la décision du Conseil. En effet, les membres du Conseil ont tous eu largement le temps d'étudier les propositions groupées dans le document E/L.1451, car elles avaient déjà fait l'objet d'un dépôt officiel à la cinquantième session, et le représentant de la Nouvelle-Zélande estime que l'indispensable période de consultations et de négociations est close. Si l'on veut que l'Assemblée générale puisse valablement étudier la question, il faut qu'elle soit saisie d'une décision du Conseil en bonne et due forme. Les membres permanents du Conseil de sécurité qui sont membres du Conseil n'ont pas, à l'exception d'un seul d'entre eux, indiqué quelle position ils adopteraient en définitive, car ils ne peuvent le faire savoir que s'ils connaissent eux-mêmes avec précision les vœux du Conseil. Le moment est donc venu pour celui-ci de trancher le nœud gordien et de se prononcer par un scrutin sans ambiguïté.

17. M. CHAMMAS (Liban) tient à donner quelques précisions à la suite des observations qui ont été formulées à la séance précédente, en particulier par le représentant du Royaume-Uni, qui ne comprend pas pourquoi la délégation libanaise a fait objection à l'expression "en règle générale" figurant au paragraphe 1 du projet de résolution de l'URSS (E/L.1382). M. Chammas fait là une objection de principe, qu'il fonde sur les dispositions de l'Article 60 de la Charte. Si, par exemple, on insérait après les mots "en règle générale" les mots "sauf si l'Assemblée générale en décide autrement", le projet de résolution E/L.1382 serait parfaitement acceptable pour la délégation libanaise.

18. La délégation libanaise, qui figurait parmi les auteurs de l'amendement E/L.1421 au projet de résolution E/L.1408, estime que cet amendement devrait être retiré, puisque le projet E/L.1408 a été révisé et que les idées essentielles qui étaient contenues dans l'amendement sont désormais reprises dans la proposition globale E/L.1451. Pour le cas où le Conseil serait toujours saisi de l'amendement E/L.1421, la délégation libanaise ne figurerait plus parmi ses auteurs. Il en va de même pour l'amendement E/L.1431, dont la teneur se retrouve, à un point près, dans la section A du projet E/L.1451.

19. Certains membres du Conseil ont mis en doute la valeur et le bien-fondé en droit des dispositions proposées dans le projet de résolution E/L.1451. Les explications fournies à la séance précédente par le Conseiller juridique ont probablement dissipé toutes les craintes à ce sujet. En tout état de cause, le Conseil économique et social, conformément à l'Article 72 de la Charte, et comme le confirme la note qui se trouve au bas de la page 1 du règlement intérieur du Conseil dans l'édition de 1967¹, est maître de son propre règlement intérieur.

20. A la séance précédente, le représentant de Ceylan semble avoir tiré argument du fait que, au cas où l'Assemblée générale désignerait vingt-sept nouveaux membres des comités de session, ceux-ci auraient en quelque sorte un mandat permanent. Mais les membres du Conseil sont automatiquement membres des comités de session; par conséquent, ou bien le représentant de Ceylan part de l'hypothèse que les Etats désignés comme membres supplémentaires des comités de session ne se porteraient pas candidats au Conseil lui-même, ou bien son argument tombe. En effet, si un de ces Etats est élu membre du Conseil en 1972, le siège supplémentaire qu'il occupait aux comités de session deviendra vacant.

21. Le représentant de la Grèce a, en présentant à la 1796e séance son projet de résolution E/L.1458, proposé le type de décision de procédure que le Conseil retient généralement lorsqu'il décide, après débat au fond, de surseoir à toute décision de fond. Or, le projet grec est daté du 27 juillet 1971, date à laquelle la proposition de fond contenue dans le document E/L.1451 n'avait pas encore été débattue au fond. De surcroît, le représentant de la Grèce a défendu son projet avec des arguments de fond qui correspondent manifestement aux vues d'une minorité importante du Conseil.

22. L'un de ces arguments de fond, souvent repris au cours du débat, est que le Conseil ne devrait pas adopter une décision que l'Assemblée générale risque fort d'infirmer. M. Chammas serait d'avis de laisser le Conseil et l'Assemblée générale exercer chacun leur autorité et de laisser précisément la décision du Conseil passer l'épreuve du débat à l'Assemblée générale — laquelle n'a du reste jamais hésité à modifier, si elle le jugeait bon, une décision du Conseil.

23. Par ailleurs, le représentant de la Grèce a fait valoir que le nombre des membres du Conseil ne représentait à l'origine que le quart du nombre total des Etats Membres de l'ONU. Ce n'est pas exact, car le rapport de 18 à 51 est de 35 p. 100. Lorsque aujourd'hui les auteurs du projet de résolution E/L.1451 proposent de porter le nombre des membres du Conseil à cinquante-quatre, alors que le nombre total des Etats Membres de l'ONU est de cent vingt-sept, la proportion serait de 42,5 p. 100. Si le représentant de la Grèce se ralliait au projet de résolution E/L.1451 et acceptait ce que préconisent souvent les pays en voie de développement, savoir une modification de la formule actuelle de répartition des sièges — selon laquelle il est attribué dix sièges aux Etats d'Europe orientale et d'Europe occidentale et dix-sept aux Etats d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine (cf. article 146 du règlement intérieur de l'Assemblée générale) —, à l'effet d'attribuer neuf sièges aux Etats d'Europe et dix-huit sièges aux pays en voie de développement, les auteurs du projet consentiraient peut-être à reconsidérer leur proposition tendant à porter à cinquante-quatre le nombre des membres du Conseil, et accepteraient peut-être de le réduire à cinquante-deux.

24. M. CARANICAS (Grèce), prenant la parole sur un point d'ordre, dit qu'il voudrait donner une précision au

¹ Publication des Nations Unies, numéro de vente : 67.I.33.

représentant du Liban, qui a dit qu'il aurait dû présenter son projet de résolution à la fin du débat.

25. M. OSMAN (Soudan), prenant la parole sur un point d'ordre, fait observer que le représentant de la Grèce est en train d'exercer son droit de réponse, et que ce droit s'exerce en dernier lieu.

26. Le PRÉSIDENT demande au représentant de la Grèce, en vertu de l'article 52 du règlement intérieur, de différer sa réponse.

27. M. POISSON (Niger) estime indispensable d'affirmer, étant donné la tournure qu'ont pris les débats, que les auteurs du projet de résolution E/L.1451 sont plus que jamais décidés à maintenir et à défendre leur proposition tendant à élargir la composition du Conseil et à renforcer son rôle par la création en son sein d'un comité scientifique et technique et d'un comité d'évaluation des mesures prises pour atteindre les objectifs de la deuxième Décennie du développement. Il estime en outre que le projet de résolution E/L.1451 devrait être mis aux voix dès aujourd'hui.

28. Le représentant du Niger remercie le Président de son extrême libéralité. En effet, le débat de procédure qui s'est déroulé au Conseil a permis à chacun d'exprimer son point de vue en toute liberté. Le Président aurait pu invoquer de nombreux articles du règlement intérieur pour s'y opposer, mais il ne l'a pas fait.

29. Bien qu'ils aient été soumis à toutes sortes d'attaques et que l'on ait utilisé contre eux divers subterfuges, les auteurs du projet de résolution E/L.1451 n'ont pas renoncé pour autant à défendre leur texte. Cette attitude devrait donner à réfléchir à tous ceux qui ont cru que les auteurs de ce projet formaient un groupe disparate essentiellement composé d'irresponsables que l'on pouvait bousculer dans leurs convictions. Tous ces stratagèmes étant restés sans effet, les adversaires du projet ont eu recours à des arguments d'apparence bienveillante, mais les auteurs ne se sont pas davantage laissé impressionner par cette forme de paternalisme, qu'ils n'apprécient guère. On leur a conseillé d'attendre pour permettre à ceux qui voulaient se joindre à eux de réfléchir encore deux mois. Or, l'élargissement de la composition du Conseil est un problème urgent auquel il faut apporter sans retard une solution. On a également demandé aux coauteurs d'attendre qu'aient eu lieu la Réunion ministérielle de Lima et la troisième session de la Conférence de la CNUCED, à Santiago. En 1967, déjà, la Réunion ministérielle d'Alger devait permettre au Groupe des Soixante-Dix-Sept d'adopter des résolutions visant à faciliter la réalisation des objectifs que l'on cherchait à atteindre à la deuxième session de la Conférence de la CNUCED, à New Delhi. Or, chacun sait quels ont été les résultats de cette conférence. Les moins avancés des pays en voie de développement, et notamment ceux qui sont associés au Marché commun, en ont conservé un souvenir amer. Ces pays sauront mieux se défendre aux réunions de Lima et de Santiago. Cette fois, ils ne se laisseront pas surprendre. Ils feront en sorte que l'organe essentiel des Nations Unies dans le domaine économique et social puisse

jouer son rôle de coordonnateur et contrôler les résultats obtenus au cours de la deuxième Décennie du développement. En d'autres termes, ils défendront le Conseil, car le rôle de figurant qu'on tente de lui imposer au bénéfice d'organismes subsidiaires des Nations Unies n'est pas conforme à leurs intérêts. Finalement, on a conseillé aux auteurs d'attendre que tous les membres du Conseil de sécurité acceptent le principe de l'élargissement de la composition du Conseil. Encore une fois, les pays du tiers monde demeurent sceptiques, car ils se demandent comment un groupe de conservateurs, qu'ils soient de gauche ou de droite, acceptera de renoncer aux privilèges qu'il s'est octroyés. Certes, l'élargissement de la composition du Conseil n'est peut-être pas pour demain. Mais pourquoi ne pas en faire démarrer le processus dès maintenant ?

30. Le représentant du Niger est convaincu de la nécessité d'associer dans chaque résolution les Etats, grands et petits, à défaut de pouvoir obtenir un consensus général. Ceux qui ont déclaré qu'aucune raison sérieuse ne militait en faveur de l'élargissement du Conseil ont adopté une attitude préjudiciable aux pays qui n'ont pu entrer que récemment à l'Organisation des Nations Unies. Ces pays, eux aussi, ont le droit de participer aux importantes décisions que l'on prend dans le domaine économique et social. Il n'y a aucune raison de les tenir indéfiniment à l'écart de ces débats, et ceux des pays sous-développés qui sont d'avis d'attendre jettent une ombre douloureuse sur l'histoire du tiers monde.

31. En conclusion, M. Poisson réaffirme que la délégation nigérienne est convaincue de la nécessité d'accroître sans tarder le nombre des membres du Conseil et de doter celui-ci d'outils appropriés pour qu'il puisse jouer le rôle que l'on attend de lui dans la réalisation des objectifs de la deuxième Décennie du développement.

32. M. NESTERENKO (Union des Républiques socialistes soviétiques), prenant la parole sur un point d'ordre, dit qu'il n'a pas voulu interrompre plus tôt le représentant du Niger, mais qu'il est surpris que l'on ait refusé la parole au représentant de la Grèce en invoquant le règlement intérieur alors que l'on a donné la parole au représentant du Niger.

33. Le PRÉSIDENT donne lecture de l'article 52 du règlement intérieur, en précisant qu'il n'a fait qu'appliquer ce règlement.

34. Il donne lecture de la liste des orateurs et propose, s'il n'y a pas d'objection, de déclarer cette liste close.

Il en est ainsi décidé.

35. M. GROS-ESPIELL (Uruguay) dit que sa délégation a déjà exposé (1794^e séance) les raisons pour lesquelles elle juge illogique de traiter trois questions dans un seul projet de résolution. Elle a en outre expliqué que l'examen conjoint de ces trois points enfreignait le règlement intérieur du Conseil. Son opinion n'a pas changé. Néanmoins, elle aurait pu se montrer compréhensive à l'égard du projet de résolution E/L.1451 si, après l'avoir examiné, elle avait pensé qu'il permettrait de résoudre de façon positive

les problèmes qui se posent. Malheureusement, après un examen approfondi, elle s'est rendu compte qu'il lui serait impossible de voter pour aucune des trois parties de ce texte.

36. Pour ce qui est de la partie A, la délégation uruguayenne souscrit au principe selon lequel il faut élargir la composition du Conseil économique et social pour lui donner un caractère plus représentatif. Si la partie A s'était bornée à énoncer ce principe, et s'il y avait eu un accord général à ce sujet, elle aurait pu voter pour cette partie. Mais tel n'est pas le cas. En outre, les paragraphes 1, 2 et 3 du dispositif présentent des vices de forme qui constituent des obstacles insurmontables. Tout d'abord, il est évident que, compte tenu de l'Article 108 de la Charte, la recommandation figurant au paragraphe 1 du dispositif n'a aucune chance pratique d'être approuvée. Pourquoi alors adopter une résolution qui restera sans effet ? Ensuite, la délégation uruguayenne partage l'avis du Conseiller juridique, qui a indiqué à la 1796e séance que le paragraphe 2 du dispositif était contraire à l'article 26 du règlement intérieur du Conseil. On a, bien sûr, cité la résolution 1992 (XVIII) de l'Assemblée générale mais cette résolution, dans la conjoncture actuelle, ne saurait constituer un précédent. En effet, au moment de son adoption, la situation était radicalement différente de ce qu'elle est aujourd'hui, et il est impossible d'établir aucune analogie entre cette résolution de l'Assemblée et la proposition actuellement soumise au Conseil. Enfin, le paragraphe 3 du dispositif non seulement viole le règlement intérieur, mais encore contredit les Articles 61 et 68 de la Charte. L'Article 61 de la Charte autorise l'Assemblée générale à élire vingt-sept membres du Conseil économique et social. C'est la seule compétence qui lui soit reconnue dans ce domaine, et il n'y a pas d'article de la Charte qui autorise l'Assemblée générale à élire des membres des comités de session du Conseil. C'est le Conseil lui-même qui les choisit, en vertu des dispositions de l'Article 68 de la Charte. Pour ces raisons, la délégation uruguayenne, bien que favorable à l'élargissement de la composition du Conseil, ne pourra pas voter pour la partie A du projet de résolution.

37. Le Conseil a entendu l'observateur de la Trinité-et-Tobago exposer (1795e séance) au nom du groupe latino-américain les raisons pour lesquelles ce groupe est unanimement opposé aux parties B et C du projet de résolution : ces questions doivent être examinées à la Réunion ministérielle de Lima et, ensuite, lors de la troisième session de la Conférence de la CNUCED, et il est indispensable que les pays en voie de développement puissent exposer leur point de vue devant une instance où ils pourront tous s'exprimer.

38. Pour toutes ces raisons, M. Gros Espiell ne pense pas qu'il soit bon pour la communauté internationale que le Conseil adopte le projet de résolution E/L.1451. Il faut d'abord négocier pour essayer d'aboutir à un accord qui ait l'appui de la grande majorité des membres.

39. M. Gros Espiell est disposé à appuyer le projet de résolution de la Grèce (E/L.1458), car il espère que, si ce projet était adopté, on pourrait parvenir à une solution presque unanime.

40. M. ANTOINE (Haïti), prenant la parole sur un point d'ordre, fait observer qu'il n'a pas été informé de la réunion du groupe latino-américain dont a parlé le représentant de l'Uruguay.

41. M. ZAGORIN (Etats-Unis d'Amérique), constatant avec regret que le représentant du Brésil semble s'être fait le conseiller du désespoir, et que des prévisions pessimistes ont également été avancées par les représentants de l'Uruguay et de la Grèce, tient à rappeler certains faits historiques. Lors du vote sur la résolution qui a porté à vingt-sept le nombre des membres du Conseil économique et social, l'URSS a voté contre, de même que la France; les Etats-Unis et le Royaume-Uni se sont abstenus. Or, les membres du Conseil sont actuellement au nombre de vingt-sept. Que s'est-il passé ? En réalité, l'URSS a été l'un des premiers pays à ratifier cette modification de la Charte, et les Etats-Unis ont été le quatrième ou le cinquième pays à faire de même.

42. M. McCARTHY (Royaume-Uni) remercie le représentant du Brésil du soin avec lequel il a cité à la 1796e séance les passages pertinents des propositions du Royaume-Uni sur la question des mesures destinées à améliorer l'organisation des travaux du Conseil (E/4986). Toutefois, il tient à préciser que, dans la phrase d'introduction du passage cité par le représentant du Brésil, il est question de fonctions que le Conseil est "particulièrement apte" à remplir, et non qu'il est *seul* à pouvoir remplir. Quant à la dernière phrase citée, elle dit que l'organe approprié pour examiner les problèmes de politique générale est l'Assemblée générale. Or, chacun sait que, dans beaucoup de cas, il est difficile de décider où commence et où se termine la politique générale. Il est clair que l'Assemblée générale a déjà pris une décision de politique en approuvant la Stratégie du développement pour la deuxième Décennie. Il n'y a donc pas d'incompatibilité entre les propositions figurant dans le document E/4986 et la position adoptée par la délégation britannique au cours du présent débat.

43. Quant aux observations faites par les représentants de la Nouvelle-Zélande et du Liban et appuyées par le représentant de la Grèce, à propos d'un membre permanent du Conseil de sécurité, M. McCarthy fait observer que ce membre permanent n'a pas dit qu'il ne changerait pas d'avis, mais n'a pas dit non plus qu'il en changerait.

44. Le représentant de la Grèce a fait à la 1796e séance un discours puissant et profond, car il touchait à la philosophie de l'Organisation des Nations Unies. Il a notamment souligné la nécessité de réfléchir et d'être prudent, et il a rappelé certaines occasions où le Conseil avait regretté d'avoir agi trop vite. D'autre part, le représentant de l'URSS a signalé que le mieux était souvent l'ennemi du bien. Or, après avoir mûrement réfléchi au délai demandé par le représentant de la Grèce, et tout en reconnaissant que le projet de résolution E/L.1451 est loin d'être parfait, M. McCarthy ne pourra pas accepter le projet de résolution E/L.1458. Il votera pour les parties B et C du projet de résolution E/L.1451, mais ne pourra pas appuyer la partie A.

45. M. MOJSOV (Yougoslavie) appuie sans réserve la proposition faite à la séance précédente par le représentant de la Grèce, qui a invité les membres du Conseil à réfléchir sur les conséquences très importantes qu'aura pour l'avenir le projet E/L.1451 et qui a demandé l'ajournement de son examen. La question soulevée par le projet de résolution, à savoir l'augmentation du nombre des membres du Conseil et de ses comités de session, a déjà été évoquée à diverses reprises aux quarante-neuvième et cinquantième sessions du Conseil, mais aucune décision n'a pu être prise. A la présente session, le représentant de la Yougoslavie s'étonne que le document E/L.1451 n'ait été présenté officiellement qu'à la fin des travaux du Conseil, ce qui est contraire à la procédure normale suivie par les organes des Nations Unies, selon laquelle on laisse aux délégations le temps d'étudier attentivement un projet de résolution et de procéder à des discussions approfondies à son sujet avant de prendre une décision. Lorsqu'il s'agit de questions aussi importantes et aussi controversées que celles dont le Conseil est saisi, et qu'il existe des amendements écrits à un projet de résolution, il est indispensable de procéder à des consultations entre les auteurs et les autres délégations en vue d'harmoniser les conceptions et d'arriver à une décision acceptable, sinon par tous les pays, du moins par une majorité écrasante d'entre eux. Si le projet E/L.1451 avait été communiqué aux membres du Conseil dès le début des travaux, il eût peut-être été possible de parvenir à une solution rationnelle.

46. S'il est regrettable que les délégations n'aient pas eu le temps d'étudier attentivement le projet de résolution, d'autres raisons encore plus importantes militent en faveur de l'ajournement de son examen. En effet, non seulement le Conseil, mais l'ensemble du système des Nations Unies, sont au seuil d'une période de vastes changements, avec l'admission à l'ONU de la République populaire de Chine et (si le principe de l'universalité est appliqué) des deux Allemagnes et d'autres pays qui luttent encore pour obtenir leur indépendance. Le Conseil devra certainement s'adapter à ces modifications. Le représentant de la Yougoslavie, de même que les représentants de la France, du Royaume-Uni et de l'Union soviétique, ne conteste pas le principe de l'élargissement du Conseil et de ses comités de session. Mais il estime que le Conseil doit bien peser les conséquences politiques et structurelles des propositions qui sont faites dans ce sens et ne pas se hâter de prendre une décision à la veille de ces importants changements.

47. Quant à la création d'un nouveau comité sur l'application de la science et de la technique au développement, on peut se demander si elle est possible, alors que la compétence de ce nouvel organe n'a pas encore été établie et que son mandat n'est pas clairement défini.

48. Enfin, le mécanisme proposé dans la partie C du projet de résolution pour l'évaluation des résultats de la deuxième Décennie n'apparaît pas nécessaire si l'on tient compte des trois considérations suivantes : tout d'abord, une première évaluation doit être effectuée en 1972; deuxièmement, sur les cent vingt-sept Membres que compte l'ONU, vingt-six seulement ont répondu au questionnaire du Secrétaire général sur les moyens et méthodes d'évaluation des résultats de la deuxième Décennie (et c'est là

une base insuffisante pour prendre une décision); enfin, le paragraphe 4 de la résolution 2641 (XXV), adoptée à l'unanimité par l'Assemblée générale, indique clairement qu'il appartient à l'Assemblée générale de prendre une décision sur la question d'un système d'évaluation générale de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie du développement et que le Conseil ne peut pas préjuger de cette décision. Tout désaccord entre le Conseil et l'Assemblée générale porterait atteinte au prestige du Conseil, et cela serait particulièrement préjudiciable aux pays en voie de développement qui doivent se réunir à Lima au niveau ministériel pour étudier les problèmes du développement.

49. Pour toutes ces raisons, le représentant de la Yougoslavie fait appel aux membres du Conseil pour qu'ils évitent les conséquences négatives qu'aurait une décision hâtive.

50. M. MARSH (Jamaïque) s'associe aux observations formulées par le représentant du Liban et le représentant du Royaume-Uni, bien qu'il ne partage pas les réserves de ce dernier quant au projet de résolution, dont il est d'ailleurs l'un des auteurs.

51. Il s'agit de savoir si l'on peut évoquer des questions de procédure à propos du fond d'une proposition. Le Conseiller juridique a donné des explications sur l'aspect juridique de la question, d'où il ressort que le paragraphe 3 de la partie A est conforme aux précédents établis par l'Assemblée générale pour la création d'organes subsidiaires. La Réunion ministérielle de Lima aura une très grande importance, mais rien dans le projet de résolution n'indique que l'Assemblée générale devra prendre une décision avant cette réunion. M. Marsh ne voit rien dans le projet E/L.1451 qui soit contraire au rôle du Conseil ou de l'Assemblée générale ou qui risque d'entraîner un conflit d'autorité entre ces deux organes. Il est évident que toute décision du Conseil doit être examinée par l'Assemblée générale et, compte tenu de cette considération, le représentant de la Jamaïque préfère que le Conseil prenne une décision, même imparfaite, qui sera soumise à l'Assemblée générale, au lieu de lui transmettre purement et simplement la question. Cette dernière procédure ne ferait que compliquer les travaux d'une session qui s'annonce difficile en raison de la multiplicité des problèmes qu'elle devra examiner.

52. M. RAZAFINDRABE (Madagascar) s'associe aux déclarations des représentants du Soudan et du Liban. Il estime également qu'un élargissement rendra le Conseil plus représentatif et lui permettra de mieux examiner les problèmes d'ordre économique et social qu'il est appelé par vocation à résoudre, et de jouer ainsi un rôle plus efficace pour le développement. D'ailleurs, ces problèmes intéressent non seulement les pays en voie de développement, mais les pays développés eux-mêmes.

53. A la séance précédente, M. Razafindrabe a écouté avec intérêt la proposition du représentant de la Grèce. Il importe que tous les points de vue soient librement exprimés au Conseil, et les auteurs du projet de résolution n'ont pas l'intention d'imposer leurs vues aux autres délégations; ils cherchent au contraire à établir un dialogue,

et ils sont ouverts aux suggestions des autres délégations, qui n'ont pas toutes indiqué leur position au stade actuel de la discussion. Cependant, le représentant de Madagascar ne peut partager l'opinion du représentant de la Grèce selon laquelle il existe une divergence d'opinions sur le projet de résolution. Un grand nombre de délégations ont exprimé un avis favorable et il y a lieu d'être optimiste, puisque la discussion a permis de procéder à des échanges de vues constructifs.

54. D'autre part, il n'est pas possible d'attendre les résultats de la réunion de Lima ou de la troisième session de la Conférence de la CNUCED pour prendre une décision sur le projet de résolution. Il existe en effet dans le domaine du commerce et du développement des problèmes urgents dont la solution risquerait d'être compromise.

55. Le représentant de Madagascar ne changera pas sa position, mais il espère que les délégations qui ont formulé des observations intéressantes parviendront à s'entendre avec les auteurs du projet.

56. M. NESTERENKO (Union des Républiques socialistes soviétiques) s'associe au représentant du Liban pour demander que les comptes rendus analytiques soient aussi complets que possible et reflètent fidèlement les positions des délégations, étant donné que le Conseil devra s'y référer par la suite.

57. Après avoir écouté attentivement les déclarations de tous les auteurs de la proposition globale, le représentant de l'URSS est parvenu à la conclusion qu'aucun argument sérieux n'a été avancé pour justifier le projet de résolution. Quelles que soient les variations de ton ou les nuances introduites par chaque pays, toutes les déclarations ont ceci de commun qu'elles ne reposent sur aucun fondement valable. Peut-être certaines délégations n'ont-elles pas dit les véritables motifs qui les poussaient à insister pour faire adopter ce projet de résolution, mais, quoi qu'il en soit, le Conseil n'a aucune base pour prendre les décisions proposées.

58. On ne peut considérer comme un argument valable les déclarations selon lesquelles il existerait une crise de confiance au sein de l'ONU, ou selon lesquelles les membres du Conseil ne seraient pas suffisamment informés, comme l'affirme le représentant du Soudan. Pourtant, aux termes de l'article 75 du règlement intérieur du Conseil, tout Membre de l'Organisation qui n'est pas membre du Conseil peut participer à la discussion de toute question qui l'intéresse. D'autre part, le représentant de l'URSS ne partage pas l'avis selon lequel la discussion a permis des échanges de vues constructifs. Peut-être eût-il été possible de parvenir à un accord si l'on n'avait pas mélangé les questions pour en faire une proposition globale. En effet, les parties B et C du projet, qui ont trait à la création d'un comité sur l'application de la science et de la technique au développement et d'un mécanisme d'évaluation de la Stratégie du développement, n'ont fait l'objet que d'un débat superficiel, étant donné que toute l'attention s'est portée sur la partie A, relative à la possibilité d'un élargissement de la composition du Conseil. Or, c'est sur les parties B et C que le Conseil avait le plus de chances d'arriver à une entente. Le mode de présentation adopté par

les auteurs du projet a fait échouer toute possibilité d'accord.

59. En outre, le représentant de l'URSS a déjà signalé toutes les contradictions internes du projet. Ainsi, comme l'a bien montré le représentant de Ceylan (1796e séance), les procédures prévues dans le projet entraîneraient l'élargissement des comités de session avant celui du Conseil lui-même, ce qui est absurde, étant donné que les membres de ces comités sont les membres du Conseil. On peut se demander quels résultats veulent atteindre les auteurs du projet et s'ils veulent aboutir à la paralysie complète du Conseil.

60. Le Conseiller juridique a déclaré qu'il existait des précédents pour les mesures envisagées dans le projet et que le Conseil était maître de sa procédure, mais le représentant de l'URSS ne voit pas la nécessité de modifier la Charte ni le règlement intérieur du Conseil, qui, à son avis, offrent des possibilités suffisantes pour permettre un fonctionnement efficace du Conseil. Par ailleurs, on ne peut considérer comme des précédents des décisions prises dans des circonstances différentes de celles où le Conseil se trouve actuellement.

61. Bien qu'ils se déclarent disposés à un échange de vues, les auteurs du projet de résolution n'ont pas cherché à établir un véritable dialogue. Le représentant du Soudan a déclaré qu'il ne voulait pas faire pression sur les membres du Conseil, mais qu'il voulait les convaincre, et le représentant du Kenya a indiqué au nom des auteurs du projet qu'il n'accepterait aucune modification du texte. Dans ces conditions, il n'est pas possible de parvenir à une entente. Si l'on dresse le bilan des débats, on constate qu'il existe en gros deux positions : l'une qui préconise un examen attentif du projet dans le respect des positions respectives (c'est, de l'avis du représentant de l'URSS, la seule voie qui permette d'assurer une coopération véritable et qui puisse aboutir à une solution constructive, compte tenu de la responsabilité de tous les Etats), et l'autre qui prétend s'imposer à coups de votes majoritaires. Cette dernière voie est contraire aux principes de la Charte. Une telle situation, d'ailleurs, n'est pas nouvelle : l'Organisation des Nations Unies a connu une période pendant laquelle certaines puissances ont essayé d'imposer leur volonté par des méthodes analogues. Il est bon de rappeler que cette période est aussi celle où l'Organisation était réduite à l'impuissance.

62. Un certain nombre de délégations ont souligné que lorsque l'avenir du Conseil est en cause il est indispensable de parvenir à un accord aussi large que possible. Si les seize auteurs du projet imposent leur solution aux onze autres, cela n'obligera pas ces derniers à céder à leurs arguments. La méthode adoptée n'est donc pas, et de loin, la meilleure à utiliser pour assurer le fonctionnement optimal du Conseil.

63. Un certain nombre de délégations ont proposé que la discussion soit poursuivie ou ajournée. Cette solution paraît acceptable, mais l'URSS considère que le projet, dans son ensemble, est entièrement inacceptable du point de vue juridique et que non seulement certains des membres permanents du Conseil de sécurité, mais de nombreuses autres délégations, sont dans l'impossibilité d'y souscrire.

64. Le destin a voulu que l'Union soviétique accède au rang de grande puissance. Cette situation n'a pas que des avantages et entraîne de très lourdes responsabilités, qu'elle partage avec les pays ayant récemment acquis l'indépendance, qui ont aussi leur rôle à jouer en matière de paix, de sécurité et de coopération internationale.

65. Le représentant du Liban a dit qu'il n'éprouvait aucune crainte si la question était soumise à l'Assemblée générale. L'URSS n'éprouve non plus aucune appréhension, mais elle souligne que l'objectif essentiel est la coopération confiante des grandes et des petites puissances, dans l'intérêt de tous les pays, et en particulier des pays en voie de développement.

66. Le PRÉSIDENT déclare que, en l'absence d'objection, il donnera la parole à l'observateur de l'Algérie, conformément à l'article 75 du règlement intérieur.

67. M. BOUDJAKI (Observateur de l'Algérie) précise qu'il parle à la demande des pays africains membres du Conseil. Il souligne l'importance que le groupe africain attache à la solidarité au sein du Groupe des Soixante-Dix-Sept, et la conscience aiguë qu'il a de ses obligations envers l'ensemble des pays en voie de développement.

68. Les pays africains, convaincus de l'importance que va revêtir la Réunion ministérielle de Lima, ont décidé de tenir une réunion à Addis-Abeba pour arrêter leur position sur les différents thèmes qui seront traités à cette conférence, d'abord au niveau régional, puis au sein du Groupe des Soixante-Dix-Sept, en vue d'harmoniser les positions du tiers monde avant la troisième session de la Conférence de la CNUCED. Ils ne négligeront à cet effet aucun effort, et sont prêts à faire preuve d'un esprit de compréhension, et même de sacrifice. Toutefois, leur attitude doit être payée de retour afin que règne une confiance réciproque.

69. Les pays africains membres du Conseil économique et social, ayant à l'esprit la responsabilité spéciale qui leur incombe, sont profondément convaincus que leur action en vue de renforcer le Conseil est de nature à promouvoir les intérêts des pays en voie de développement et à améliorer la coopération internationale dans le domaine du développement économique et social, et confirme le caractère dynamique que la Stratégie internationale du développement doit avoir pour être un instrument viable conformément à la résolution 2626 (XXV) de l'Assemblée générale. Ils sont conscients du rôle que le Conseil doit jouer pour améliorer la situation économique et sociale des pays en voie de développement, rôle qui doit être complété par les actions qu'ils entreprennent au sein de la CNUCED. A leur avis, les efforts destinés à renforcer le Conseil ne sont pas incompatibles avec les objectifs qu'ils essaient d'atteindre au sein de la CNUCED.

70. Le Conseil doit faire face à ses responsabilités et passer à l'action en se prononçant sur la proposition des seize pays, parmi lesquels figurent sept pays africains, qui mérite d'être sanctionnée par une action positive du Conseil.

71. M. PATHMARAJAH (Ceylan) dit qu'il a été peiné d'entendre le représentant du Niger prêter aux adversaires

du projet des intentions qu'ils n'ont jamais eues. La délégation ceylanaise, de même que d'autres délégations, s'est efforcée de trouver un compromis satisfaisant, dans le respect du règlement intérieur du Conseil.

72. D'autre part, la délégation ceylanaise craint que le représentant du Liban n'ait pas bien saisi sa position. A la 1796^e séance, M. Pathmarajah a fait observer que, si le projet était adopté, les comités de session compteraient, outre les membres actuels, vingt-sept membres supplémentaires, élus à la vingt-sixième session de l'Assemblée générale, et que ceux-ci conserveraient leurs sièges jusqu'au moment où le Conseil économique et social serait élargi. Peut-être certains d'entre eux pourraient-ils être élus à des sièges de membres du Conseil avant l'élargissement de celui-ci, mais le projet ne contient aucune disposition concernant la façon dont les sièges de membres supplémentaires des comités de session qui deviendraient ainsi vacants seraient pourvus. Compte tenu des observations faites au cours du débat, il serait illusoire d'envisager que la période intérimaire puisse durer moins de trois ans. On sait le temps qui s'est passé entre l'adoption de la résolution 1992 (XVIII), de 1963, et l'élargissement du Conseil en 1965 - et pourtant cet élargissement avait été approuvé par la presque unanimité des délégations, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. Pendant la période d'attente, les délégations membres du Conseil, siégeant comme telles aux comités de session et dont le mandat expire en 1972 et 1973, ne pourraient rentrer dans ces comités que s'ils étaient élus membres de plein droit du Conseil, le projet ne prévoyant aucune élection de membres supplémentaires des comités après la vingt-sixième session de l'Assemblée générale.

73. Pour ces raisons, la délégation ceylanaise met en doute la légalité de la proposition. Elle n'est certes pas opposée à l'élargissement du Conseil, bien au contraire, mais elle ne saurait souscrire aux dispositions du projet de résolution E/L.1451, et elle préconise que la discussion soit ajournée, conformément à la proposition de la Grèce, afin de permettre l'établissement d'un projet plus judicieusement conçu.

74. M. PATAKI (Hongrie), notant qu'au cours de la discussion on lui a reproché son traditionalisme, souligne que la tradition de négociations, de compromis et de rapprochement établie depuis longtemps au Conseil économique et social peut difficilement être critiquée. Avant tout, il faut se garder de toute décision hâtive sur les questions présentées globalement au Conseil, et chaque délégation est en droit de demander que ses opinions sur une question aussi sérieuse soient examinées de la façon la plus approfondie.

75. De nombreux arguments, d'ailleurs, militent en faveur de l'ajournement de la décision. Il est un aspect particulier du projet de résolution E/L.1451 qui, semble-t-il, est passé jusqu'ici inaperçu. Le paragraphe 4 du dispositif de la partie A dispose que, en attendant que les modifications structurelles proposées deviennent effectives, "tous les points de fond de l'ordre du jour d'une session du Conseil, à l'exception de la discussion générale, seront renvoyés aux comités de session pour qu'ils les examinent de façon approfondie en vue de présenter des recommandations

concrètes au Conseil". La délégation hongroise rappelle à ce propos que l'article 26 du règlement intérieur du Conseil permet au Conseil de renvoyer à ses comités de session, pour étude et rapport, "n'importe quel point de l'ordre du jour". Pour sa part, elle se demande si le projet proposé est conforme à l'Article 62 de la Charte, qui définit les pouvoirs du Conseil. En fait, le document E/L.1451 est de caractère très restrictif. La délégation hongroise pense que l'on chercherait vainement, dans l'histoire des Nations Unies, l'exemple d'un organe adoptant des décisions tendant à restreindre ses propres pouvoirs.

76. Compte tenu de toutes ces considérations, M. Pataki estime que le Conseil traverse une phase extrêmement critique, dans laquelle il se doit de faire preuve de la plus grande prudence, en tenant compte des vues exprimées par toutes les délégations. Il espère que l'esprit de coopération finira par prévaloir et que la décision sera ajournée.

77. M. CHTOUROU (Tunisie) craint que le représentant de l'URSS ne se soit mépris quant aux intentions des auteurs du projet.

78. D'autre part, il rend hommage au représentant de la Grèce, dont il a écouté avec grande attention l'exposé, et déclare que la délégation tunisienne tiendra compte de ses arguments.

79. Les problèmes dont discute actuellement le Conseil ont déjà été examinés à la cinquantième session, et le document E/L.1451 est le résultat des négociations et échanges de vues qui ont eu lieu depuis. Malheureusement, il n'a pas été possible d'aboutir à un large consensus sur

certaines questions, mais il est permis d'espérer que l'on pourra remédier aux divergences de vues qui subsistent. D'ailleurs, la décision que pourra prendre le Conseil ne préjuge en rien l'attitude de l'Assemblée générale ou des autres organes de l'ONU qui seront appelés à se prononcer. La Tunisie, pour sa part, souhaite que le point de vue de toutes les délégations soit connu, qu'une certaine majorité se dégage, que les délégations minoritaires s'expriment — et peut-être reconsidèrent leur position à l'égard du projet. La porte n'est pas fermée, et, lors du débat à l'Assemblée générale, chacun pourra faire valoir ses arguments. La décision que le Conseil est appelé à prendre ne constitue que le début d'un processus. La Tunisie fait donc appel à la délégation grecque pour qu'elle envisage la possibilité de retirer son projet de résolution (E/L.1458).

80. M. NESTERENKO (Union des Républiques socialistes soviétiques), prenant la parole sur un point d'ordre, dit qu'il ne s'est certainement pas mépris sur les intentions des auteurs de la proposition E/L.1451. En effet, la déclaration faite par le représentant du Kenya (1796e séance) a été confirmée par le représentant du Liban, qui a dit en substance que les auteurs du projet de résolution ne voulaient rien changer à leur texte, qu'ils n'avaient pas besoin de l'unanimité, qu'ils se contentaient d'avoir la majorité, et qu'ils forceraient les membres permanents du Conseil de sécurité à se conformer à leur vote majoritaire. Ces déclarations ne laissent place à aucune équivoque, et toute l'attitude des coauteurs confirme cette interprétation.

La séance est levée à 13 h 30.